

18 janvier 2022

## **Afghanistan : La situation des anciens agents civils de la République islamique d'Afghanistan**

### **Avertissement**

Ce document, rédigé conformément aux [lignes directrices](#) communes à l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine, a été élaboré par la DIDR en vue de fournir des informations utiles à l'examen des demandes de protection internationale. Il ne prétend pas faire le traitement exhaustif de la problématique, ni apporter de preuves concluantes quant au fondement d'une demande de protection internationale particulière et ne doit pas être considéré comme une position officielle de l'Ofpra.

La reproduction ou diffusion du document n'est pas autorisée, à l'exception d'un usage personnel, sauf accord de l'Ofpra en vertu de l'article L. 335-3 du code de la propriété intellectuelle.

## Table des matières

1. Une gouvernance talibane manquant de lisibilité et d'uniformité .....	3
2. Déclarations d'intention et mesures prises par les dirigeants talibans .....	3
3. Cas connus d'exactions et de violations des droits humains .....	4
3.1. Fonctionnaires et hauts fonctionnaires de l'ancien régime.....	4
3.2. Magistrats et avocats .....	6
Bibliographie .....	7

**Résumé :** A la suite de la chute de Kaboul le 15 août 2021 par les talibans, leurs dirigeants ont annoncé une amnistie générale pour toutes les personnes ayant travaillé avec les forces étrangères ou le précédent gouvernement en Afghanistan. Malgré cette annonce, des nombreux médias ont rapporté des faits de violences, d'intimidations, de disparitions forcées ou encore d'assassinats, notamment à l'encontre des anciens agents civils de la République islamique d'Afghanistan.

**Abstract :** After the fall of Kabul to the Taliban on August 15, 2021, the Taliban leadership announced a general amnesty for all those who had worked with foreign forces or the previous government in Afghanistan. Despite this announcement, there have been numerous media reports of violence, intimidation, enforced disappearances, and killings, including of former civilian officials of the Islamic Republic of Afghanistan.

**Nota :** La traduction des sources en langues étrangères est assurée par la DIDR.

## 1. Une gouvernance talibane manquant de lisibilité et d'uniformité

En novembre 2021, un spécialiste des droits de l'homme interrogé par le Bureau européen d'appui en matière d'asile (EASO) a rappelé le **caractère « contextuel » de l'attitude des talibans**, celle-ci variant selon les provinces et les dynamiques locales. **Les politiques adoptées à Kaboul ne sont donc pas uniformément appliquées à travers le pays**<sup>1</sup>. Par conséquent, selon l'expert Ibraheem Bahiss (*International Crisis Group*, ICG), les talibans donnent l'impression d'endosser des positions contradictoires ou décalées, ce qui empêche de tirer des conclusions générales sur leur ligne<sup>2</sup>.

S'il ne faut pas exagérer les tensions qui opposent différentes factions au sein de l'appareil taliban, son action demeure entravée par son souci de réunir un consensus large pour toute prise de décision importante. Du reste, le mouvement n'a pas tranché certains des dilemmes fondamentaux qui se présentent à lui – par exemple, la détention du pouvoir réel, entre l'autorité centrale absolue accordée théoriquement à son chef suprême, et les commandants locaux qui bénéficiaient d'un haut niveau d'autonomie pendant l'insurrection<sup>3</sup>.

**Le contrôle exercé par la direction talibane sur l'ensemble de ses troupes – et donc sa capacité à leur imposer des mesures d'amnistie – est par ailleurs sujet à caution**<sup>4</sup>. Il se peut donc que certaines exactions à l'encontre de catégories particulières de la population relèvent de règlements de comptes privés plutôt que d'une politique systématique<sup>5</sup>.

À ce stade, la plupart des annonces talibanes consistent en des formules ambiguës et mal définies (l'expression « dans le respect des coutumes et traditions afghanes » est ainsi fréquemment employée)<sup>6</sup>.

Quatre mois après leur retour au pouvoir, les talibans gouvernent donc l'Afghanistan d'une manière difficile à appréhender, oscillant « entre explosions de violence et manifestations étonnantes de clémence »<sup>7</sup>, ainsi résumée par un journaliste, début décembre : « **La loi talibane ne repose pas sur des lois, que sur des exceptions. Cette confusion transparaît dans les déclarations officielles des talibans, différentes personnalités affirmant différentes choses. Et aucune confiance ne leur est accordée. Tout cela a contribué à une impression d'indécision, de navigation à vue et de déni.** (...) On ne peut brosser un tableau monolithique du pays<sup>8</sup>. » Un journaliste afghan a fait écho à ces propos : « Il y a de nombreuses "lignes rouges" mais on ne sait jamais quand on les franchit. Cela ne vaut pas seulement pour les journalistes mais pour l'ensemble des citoyens afghans<sup>9</sup>. »

## 2. Déclarations d'intention et mesures prises par les dirigeants talibans

Dès le 15 août 2021, **le porte-parole des talibans, Zabihullah Moudjahid** a publié une annonce affirmant que ceux-ci « ne pensent pas à se venger de qui que ce soit. Ceux qui ont travaillé dans [l'ancien gouvernement] en tant que militaires et civils bénéficient d'une amnistie. Nous leur demandons de rester »<sup>10</sup>.

Le 17 août 2021, lors de la première conférence de presse donnée par **le porte-parole des talibans, ce dernier a déclaré qu'ils ne « chercheraient pas à se venger de quiconque, nous n'avons de rancune envers personne** [...] Nous avons pardonné à quiconque, à tous ceux qui s'étaient battus contre nous. Nous ne voulons plus répéter aucun conflit. Nous voulons éliminer les facteurs de conflit [...] ».

Lors de sessions de questions-réponses, Zabihullah Mudjahid a également tenu des déclarations similaires citant explicitement les militaires : « **Je tiens à assurer à tous les compatriotes, qu'ils soient traducteurs, qu'ils aient des activités militaires ou qu'ils soient civils, tous ont été**

<sup>1</sup> EASO, 01/2022, [url](#), p. 23

<sup>2</sup> Twitter, Compte : Ibraheem Bahiss, 13/01/2022, [url](#)

<sup>3</sup> WATKINS A., 11/2021, [url](#)

<sup>4</sup> The New York Times, 03/09/2021, [url](#)

<sup>5</sup> The New York Times, 23/08/2021, [url](#)

<sup>6</sup> The Financial Times, 25/08/2021, [url](#)

<sup>7</sup> WATKINS A., 11/2021, [url](#)

<sup>8</sup> NORTH A., 13/12/2021, [url](#)

<sup>9</sup> Ces propos ont été tenus lors d'une réunion internationale tenue sous les règles dites de « Chatham House », qui impliquent de ne pas citer leur auteur/auteure

<sup>10</sup> HRW, 30/11/2021, [url](#), p.21

**importants. Personne ne sera traité avec vengeance.** Nous tenons à vous assurer que personne ne frappera à leur porte pour les inspecter, leur demander ou les interroger pour savoir pour qui ils travaillaient ou interprétaient. Je tiens donc à vous assurer qu'aucun mal ne leur sera [fait]. Ils seront en sécurité [...] Je voudrais vous assurer que dans vos maisons, personne ne vous fera de mal, personne ne frappera à votre porte, personne ne sera interrogé ou poursuivi [...] Ceux qui ont frappé à la porte des gens pour inspecter leurs maisons, ce sont des agresseurs et ils seront pourchassés et feront l'objet d'enquêtes. **Les milliers de soldats qui nous ont combattus pendant 20 ans, après l'occupation, ont tous été graciés.** Ceux dont les familles attendent à l'aéroport, s'ils rentrent chez eux, personne ne leur fera rien ; ils seront en sécurité. Personne ne va les inspecter là-bas, nous leur faisons confiance »<sup>11</sup>. **Outre que cette amnistie a été violée plus d'une fois, un porte-parole taliban l'a accompagnée d'une mise en garde :** « [Notre promesse d'amnistie] est sincère. Si certaines personnes veulent monter un dossier en vue de quitter le pays, nous les prions de n'en rien faire et de rester dans leur pays. »<sup>12</sup>

Si dans un premier temps les talibans ont réfuté l'existence d'assassinats et de disparitions visant d'anciens fonctionnaires du précédent gouvernement, le 21 septembre, les talibans ont annoncé la mise en place d'une commission chargée d'enquêter sur les cas d'abus, de vols, de corruption et d'autres crimes commis notamment par leurs troupes. D'après l'ONG *Human Rights Watch* (HRW) au 22 novembre 2021, cette commission n'avait annoncé aucune enquête sur les meurtres signalés. Elle a cependant fait état de l'arrestation de plusieurs talibans pour vol et du renvoi d'autres pour corruption. L'ONG souligne que : « De plus en plus d'éléments indiquent que des exécutions sommaires et des disparitions, entre autres, sont le fait de hauts responsables talibans au niveau des districts ou des provinces du pays »<sup>13</sup>.

### 3. Cas connus d'exactions et de violations des droits humains

A la suite de leur victoire, les talibans ont eu accès à de nombreux fichiers leur permettant d'identifier leurs cibles. Ainsi d'après HRW et Reuters, l'accès aux dossiers des fonctionnaires de l'ancien gouvernement leur a permis d'identifier les personnes à arrêter et exécuter<sup>14</sup>. De plus, dans les petites villes, les talibans ont également eu plus de facilité à identifier ceux qui ont travaillé pour le gouvernement précédent et à obtenir des informations à leur sujet, même sans être originaires de la région. Ces personnes ont par la suite été interrogées, d'autres ont disparu ou ont été exécutées<sup>15</sup>.

Un rapport d'EASO publié en novembre 2021 rappelle également que les personnels des ministères et des administrations publiques étaient déjà la cible d'attaques des talibans dans les années précédant leur prise du pouvoir central<sup>16</sup>.

#### 3.1. Fonctionnaires et hauts fonctionnaires de l'ancien régime

Selon différents experts contactés par le service de recherches du *Danish Immigration Service*, le traitement des anciens agents du gouvernement par les talibans dépend du poste que ceux-ci occupaient : les employés des secteurs de la santé et de l'éducation (moyennant des amendements aux programmes scolaires) ont ainsi vraisemblablement été très peu ciblés. Tous se sont accordés pour considérer que les membres des forces de sécurité de la République islamique étaient plus susceptibles d'attirer l'attention des talibans que les agents civils<sup>17</sup>.

Toutefois, selon le *Washington Post*, les talibans se méfient des fonctionnaires de l'ex-République et auraient le projet de remplacer ceux qui ont repris leurs fonctions<sup>18</sup>. Ainsi, à Takhar (Nord-est), en janvier

<sup>11</sup> Al Jazeera, 17/08/2021, [url](#) ; Le Monde, 17/08/2021, [url](#)

<sup>12</sup> BBC, 28/09/2021, [url](#)

<sup>13</sup> HRW, 30/11/2021, [url](#), p.1 ; p.4

<sup>14</sup> HRW, 30/11/2021, [url](#), p.2, p.8 ; Reuters, 19/08/2021, [url](#) ; EASO, 09/2021, [url](#), p.16

<sup>15</sup> HRW, 30/11/2021, [url](#), p.2-3

<sup>16</sup> EASO, 11/2021 [url](#), p.58-59

<sup>17</sup> Danish Immigration Service, « Afghanistan : Recent Events », 12/2021, [url](#), p. 24

<sup>18</sup> The Washington Post, 18/12/2021, [url](#)

2022, ils auraient licencié des dizaines d'agents publics (du service des transports, de l'éducation, des statistiques) sans raison apparente, pour les remplacer par des personnes inexpérimentées<sup>19</sup>.

Dans les jours ayant suivi la chute de la République islamique d'Afghanistan, les talibans ont appelé les fonctionnaires (et les employés d'ONG) à reprendre leur poste<sup>20</sup>. À Kunduz, où les agents publics tardaient à se manifester, les talibans sont allés les chercher à leur domicile et les ont menacés de sanctions<sup>21</sup>.

Les dirigeants talibans ont également demandé aux membres des forces afghanes ou aux fonctionnaires de s'enregistrer auprès d'eux afin d'obtenir une « lettre de pardon » qui doit garantir leur sécurité. Ceux qui l'ont fait ont par la suite fait l'objet de vérifications, notamment concernant leurs liens avec des forces gouvernementales ou provinciales. HRW précise également qu'ils ont dû rendre leurs armes. Les informations récoltées par ce biais ont par la suite permis aux talibans de détenir et d'exécuter des personnes s'étant enregistrées auprès d'eux<sup>22</sup>. Ainsi dans le Badakhshan, à Spin Boldak (Kandahar) et Nawabad (Ghazni), les talibans, dès juillet 2021, ont envoyé des lettres aux ex-collaborateurs de l'OTAN ou des forces afghanes les assurant que rien ne leur arriverait dès lors qu'ils se présentaient à eux pour reconnaître leurs « crimes ». Ils étaient alors censés se voir remettre une « lettre de pardon » qui garantirait leur sécurité et serait renouvelée tous les dix jours. **Plusieurs des destinataires qui avaient obtempéré ont ensuite été enlevés et, pour au moins 44 d'entre eux à Spin Boldak, exécutés, d'après HRW** (le chiffre est *a priori* très sous-estimé)<sup>23</sup>.

De nombreux Afghans interrogés par HRW ont exprimé la crainte que s'ils s'inscrivaient auprès des talibans pour recevoir la lettre d'amnistie, ils puissent être identifiés ou reconnus et subir de violentes représailles. HRW rapporte que des personnes qui ne se sont pas présentées devant les talibans ont été recherchées, détenues et pour certaines battues. Elle souligne également que beaucoup de personnes ne savaient pas qu'elles pouvaient obtenir cette lettre et ont été « punies » pour ne pas l'avoir demandée. D'autres encore ne savaient pas comment l'obtenir dans la mesure où les talibans n'ont pas annoncé la mise en place de centres d'enregistrement spécifiques. D'après HRW, « certains anciens fonctionnaires du gouvernement et des forces de sécurité se sont appuyés sur leurs relations personnelles pour obtenir ces lettres des talibans par l'intermédiaire de tierces personnes<sup>24</sup>.

Fin septembre, selon un activiste et journaliste indépendant afghan, les talibans auraient arrêté « des centaines » d'employés du précédent gouvernement au terme de fouilles méthodiques de maisons dans la province de Parwan (qui abritait la principale base américaine dans le pays, Bagram)<sup>25</sup>. Cette information n'a cependant pas été reprise dans les médias afghans ou étrangers. A Helmand et Kandahar, les talibans ont recherché des personnes ayant travaillé pour le précédent gouvernement, mais également ceux connus pour avoir des relations personnelles ou professionnelles avec d'anciens responsables gouvernementaux<sup>26</sup>.

Michelle Bachelet, Haute-commissaire des Nations unies aux droits de l'homme, a déclaré devant le Conseil des Droits de l'Homme des Nations Unies, avoir reçu « des allégations crédibles d'assassinats en représailles d'un certain nombre d'anciens membres des forces de sécurité nationales afghanes (ANSF), et des informations selon lesquelles des fonctionnaires ayant travaillé pour les administrations précédentes et des membres de leur famille seraient détenus arbitrairement », ce dans au moins une demi-douzaine de villes<sup>27</sup>.

Outre l'arrestation de membres éminents de la République (l'adjoint du chef de la Commission des plaintes électorales et adjoint au gouverneur de Ghor)<sup>28</sup>, les familles de certains fonctionnaires ayant fui le pays ou entrés en clandestinité auraient été victimes de harcèlement taliban – ainsi à Nangarhar et Wardak<sup>29</sup>.

---

<sup>19</sup> (Hasht-e Subh, 14/01/2022, [url](#))

<sup>20</sup> Anadolu, 21/08/2021, [url](#); Reuters, 24/08/2021, [url](#)

<sup>21</sup> NYT, 17/08/2021, [url](#)

<sup>22</sup> HRW, 30/11/2021, [url](#), p.2

<sup>23</sup> HRW, 03/08/2021, [url](#)

<sup>24</sup> HRW, 30/11/2021, [url](#), p.2

<sup>25</sup> Twitter, 02/10/2021, [url](#)

<sup>26</sup> HRW, 30/11/2021, [url](#), p.12, p.16

<sup>27</sup> Euronews, 13/09/2021, [url](#)

<sup>28</sup> Hasht-e Subh, 07/01/2022, [url](#)

<sup>29</sup> The Christian Science Monitor, 02/12/2021, [url](#)

### 3.2. Magistrats et avocats

Des sources ont documenté les menaces adressées aux professionnels du droit par des criminels qu'ils avaient poursuivis ou condamnés – certains leur réclamant, par exemple, de leur rembourser les amendes qui leur avaient été infligées ou de les dédommager de la saisie de leurs biens par la justice. Les juges sont d'autant plus prudents qu'ils sont bien connus dans leurs communautés respectives, l'un d'eux affirmant ne s'aventurer à l'extérieur que vêtu d'habits crasseux et une fois son apparence tout à fait transformée. **Depuis le 15 août 2021, au moins trois procureurs ont été tués** (à Nangarhar et Farah pour deux d'entre eux)<sup>30</sup>.

Les anciens procureurs afghans de la prison de Bagram, où étaient détenus des milliers de talibans, ont affirmé dans un reportage de *Voice of America* qu'ils étaient en danger. Les talibans connaissant leur nom et leur visage, ils vivent cachés, ne croyant pas à l'amnistie annoncée par le gouvernement. Pour un de ces procureurs, dans la mesure où ils étaient auparavant des cibles privilégiées pour les talibans durant la guerre, ils le sont encore aujourd'hui. Outre les talibans, ces anciens magistrats craignent également les membres de l'Etat islamique dans la province du Khorasan (ISKP), ainsi que d'autres criminels libérés par les talibans et qui pourraient vouloir se venger. D'après un ancien juge, cinq de ses anciens collègues ont déjà été tués depuis la prise de pouvoir des talibans<sup>31</sup>.

**Le harcèlement semble particulièrement vif à l'endroit des femmes juges.** Déjà menacées à la suite de certaines condamnations lorsqu'elles étaient en activité, ces juges sont particulièrement inquiètes **depuis la libération de centaines de prisonniers à la mi-août**. L'une d'elles a ainsi commencé à recevoir des menaces de mort d'anciens prisonniers quelques jours après leur libération. L'Association internationale des femmes juges estime à 200 le nombre de femmes juges encore présentes en Afghanistan en octobre 2021, dont beaucoup se cachent. Pour la présidente de cette association, ces femmes sont menacées pour avoir appliqué la loi, mais également pour avoir rendu des décisions en faveur des femmes dans certains cas. De plus, « les femmes qui jugent les hommes sont frappées d'anathème par les talibans ». Le *New York Times* a rappelé le rôle important de ces juges et avocates dans la défense des femmes victimes d'abus conjugaux. Un porte-parole des talibans a néanmoins affirmé à la fin du mois de septembre que toutes et tous les anciens magistrats étaient protégés par l'amnistie prononcée par le nouveau gouvernement. De plus aucune décision n'a encore été prise quant au futur rôle des femmes juges et avocates<sup>32</sup>.

---

<sup>30</sup> Radio Free Europe/Radio Liberty/Gandhara, 21/09/2021, [url](#) ; Business Insider, 02/10/2021, [url](#)

<sup>31</sup> Hasht-e Subh, 05/10/2021, [url](#) ; SF Chronicle, 18/10/2021, [url](#) ; VOA, 19/10/2021, [url](#)

<sup>32</sup> NYT, 22/10/2021, [url](#) ; BBC, 28/09/2021, [url](#) ; The Wall Street Journal, 24/09/2021, [url](#)

## **Bibliographie**

Sites web consultés en décembre 2021 et janvier 2022.

### **Organisation intergouvernementale**

European Asylum Support Office (EASO), « Afghanistan Country Focus », 01/2022, [https://coi.easo.europa.eu/administration/easo/PLib/2022\\_01\\_EASO\\_COI\\_Report\\_Afghanistan\\_Country\\_focus.pdf](https://coi.easo.europa.eu/administration/easo/PLib/2022_01_EASO_COI_Report_Afghanistan_Country_focus.pdf), p. 23

European Asylum Support Office (EASO), « Country Guidance: Afghanistan », 11/2021, 156 p., [https://www.easo.europa.eu/sites/default/files/Country\\_Guidance\\_Afghanistan\\_2021.pdf](https://www.easo.europa.eu/sites/default/files/Country_Guidance_Afghanistan_2021.pdf)

European Asylum Support Office (EASO), « Afghanistan Security situation update », 09/2021, 160 p., [https://coi.easo.europa.eu/administration/easo/PLib/2021\\_09\\_EASO\\_COI\\_Report\\_Afghanistan\\_Security\\_situation\\_update.pdf](https://coi.easo.europa.eu/administration/easo/PLib/2021_09_EASO_COI_Report_Afghanistan_Security_situation_update.pdf)

### **Institution nationale**

Danish Immigration Service, « Afghanistan : Recent Events », 12/2021, [https://www.ecoi.net/en/file/local/2065558/afghanistan\\_recentevents2021.pdf](https://www.ecoi.net/en/file/local/2065558/afghanistan_recentevents2021.pdf)

### **Organisation non gouvernementale**

Human Rights Watch (HRW), « “No Forgiveness for People Like You” ; Executions and Enforced Disappearances in Afghanistan under the Taliban », 30/11/2021, [https://www.hrw.org/sites/default/files/media\\_2021/11/afghanistan1121\\_web.pdf](https://www.hrw.org/sites/default/files/media_2021/11/afghanistan1121_web.pdf)

Human Rights Watch (HRW), « Afghanistan: Advancing Taliban Execute Detainees, Police, Civil Servants Detained Incommunicado in Ghazni, Malistan, Kandahar », 03/08/2021, <https://www.hrw.org/news/2021/08/03/afghanistan-advancing-taliban-execute-detainees>

### **Think-tanks, universités et centres de recherches**

WATKINS Andrew, « An Assessment of Taliban Rule at Three Months », CTC-Sentinel, 11/2021, <https://ctc.usma.edu/an-assessment-of-taliban-rule-at-three-months/>

### **Médias**

Hasht-e Subh, « Taliban Fires 27 Civil Servants in Takhar for No Reason », 14/01/2022, <https://8am.af/eng/taliban-fires-27-civil-servants-in-takhar-for-no-reason/>

Hasht-e Subh, « Taliban Arrest Former Deputy Head of the Electoral Complaints Commission », 07/01/2022, <https://8am.af/eng/taliban-arrest-former-deputy-head-of-the-electoral-complaints-commission/>

WorldAkkam, « Afghanistan: Civil servants appear on the streets of Kabul over unpaid salaries », 19/12/2021, <https://worldakkam.com/afghanistan-civil-servants-appear-on-the-streets-of-kabul-over-unpaid-salaries/575407/>



The Washington Post, « Taliban recruits flood into Afghanistan from neighboring Pakistan as the group works to consolidate control », 18/12/2021, [https://www.washingtonpost.com/world/2021/12/18/taliban-recruits-pakistan-afghanistan/?utm\\_source=rss&utm\\_medium=referral&utm\\_campaign=wp\\_world](https://www.washingtonpost.com/world/2021/12/18/taliban-recruits-pakistan-afghanistan/?utm_source=rss&utm_medium=referral&utm_campaign=wp_world)

Radio Free Europe/Radio Liberty (RFE/RL) /Gandhara, « 'Let Them Die': Rights Report Documents Possible War Crimes In Afghanistan », 15/12/2021, <https://gandhara.rferl.org/a/amnesty-afghanistan-taliban-abuses-/31609671.html>

NORTH Andrew, « Is This the Future of Taliban Rule? », NewLines Magazine, 13/12/2021, <https://newlinesmag.com/reportage/is-this-the-future-of-taliban-rule/>

The Christian Science Monitor, « The Taliban won. So why, and who, are they still fighting », 02/12/2021, <https://www.csmonitor.com/World/Middle-East/2021/1202/The-Taliban-won.-So-why-and-who-are-they-still-fighting?cmpid=shared-twitter>

ToloNews, « Govt Pledges to Pay Overdue Salaries », 30/11/2021, <https://tolonews.com/afghanistan-175682>

Iranian Student's News Agency (ISNA), « کشته و ناپدید شدن نیروهای امنیتی سابق افغانستان در حکومت طالبان » (D'anciens membres des forces de sécurité afghanes ont été tués et ont disparus sous le régime des talibans), 30/11/2021, <http://isna.ir> (ایسنا - کشته و ناپدید شدن نیروهای امنیتی سابق افغانستان در حکومت طالبان)

Australian Broadcasting Corporation (ABC), « Taliban still killing former Afghan government officers after promising amnesty: Human Rights Watch », 30/11/2021, <https://www.abc.net.au/news/2021-12-01/taliban-human-rights-watch-reprisal-killings-afghanistan-army/100663626>

Radio Free Europe/Radio Liberty (RFE/RL)/Gandhara (sources : Agence France Presse –AFP, Reuters), « Taliban Says Government Employees To Be Paid Overdue Salaries », 21/11/2021, <https://gandhara.rferl.org/a/taliban-economy-afghanistan-salaries-/31571633.html>

Reuters, « Taliban to start paying overdue salaries of Afghan government workers », 20/11/2021, <https://www.reuters.com/world/asia-pacific/taliban-start-paying-overdue-salaries-afghan-government-workers-2021-11-20/>

New York Times, « Afghan Women Who Once Presided Over Abuse Cases Now Fear for Their Lives », 22/10/2021, <https://www.nytimes.com/2021/10/21/world/asia/afghan-judges-women-taliban.html>

Radio Free Europe/Radio Liberty (RFE/RL) /Gandhara, « HRW: Afghan Hazaras, Ex-Civil Servants Targeted By 'Collective Punishment,' Land-Grabbing », 22/10/2021, <https://gandhara.rferl.org/a/afghanistan-hazaras-human-rights-watch/31523990.html>

Voice of America (VOA), « Afghan Prosecutors Who Worked at Bagram Prison Fear Taliban's Reprisals », 19/10/2021, <https://www.voanews.com/a/afghan-prosecutors-who-worked-at-bagram-prison-fear-taliban-s-reprisals-/6277931.html>

San Francisco Chronicle, « His relatives are being 'hunted' in Afghanistan. He's trying to bring them to California », 18/10/2021, <https://www.sfchronicle.com/california/article/His-relatives-are-being-hunted-in-16542987.php>

Hasht-e Subh, « Afghan Prosecutors Are Concerned, Saying That They Live in Hiding », 05/10/2021, <https://8am.af/eng/afghan-prosecutors-are-concerned-about-their-safety-saying-that-they-live-in-hideouts/>

Business Insider, « Hunted by the Taliban, Afghanistan's former judges are disguising themselves and going underground. 'I have a lot of enemies right now,' said one. », 02/10/2021, <https://www.businessinsider.fr/us/judges-in-afghanistan-are-being-hunted-and-killed-by-taliban-fighters-2021-9>



British Broadcasting Corporation (BBC), « Female Afghan judges hunted by the murderers they convicted », 28/09/2021, <https://www.bbc.com/news/world-asia-58709353>

The Wall Street Journal, « Trapped in Kabul, Prominent Afghan Women Fear Retribution Under Taliban Rule », 24/09/2021, <https://www.wsj.com/articles/trapped-in-kabul-prominent-afghan-women-fear-retribution-under-taliban-rule-11632475917>

Radio Free Europe/Radio Liberty (RFE/RL) /Gandhara, « Afghanistan's Former Prosecutors Hunted By Criminals They Helped Convict », 21/09/2021, <https://gandhara.rferl.org/a/afghan-prosecutors-targeted/31471145.html>

China Global Television Network (CGTN) (média de l'Etat chinois), « Afghanistan's New Start: Civil servants say they have not been paid in months », 19/09/2021, <https://news.cgtn.com/news/2021-09-16/VHJhbnNjcmldDU4NjE3/index.html>

The Wall Street Journal, « Taliban's Pledge of Amnesty for Security Officials Meets Widespread Distrust », 14/09/2021, <https://www.wsj.com/articles/talibans-pledge-of-amnesty-for-security-officials-meets-widespread-distrust-11631611675>

EuroNews, « 'Credible' claims that Taliban killing Afghan ex-government workers and relatives, says UN », 13/09/2021, <https://www.euronews.com/2021/09/13/credible-claims-that-taliban-killing-afghan-ex-government-workers-and-relatives-says-un>

Business Standard, « Google locks Afghan govt email accounts as Taliban looks for access: Report », 04/09/2021, [https://www.business-standard.com/article/international/google-locks-afghan-govt-email-accounts-as-taliban-looks-for-access-report-121090400131\\_1.html](https://www.business-standard.com/article/international/google-locks-afghan-govt-email-accounts-as-taliban-looks-for-access-report-121090400131_1.html)

New York Times (NYT), « Afghans With Ties to U.S. Who Could Not Get Out Now Live in Fear », 03/09/2021, <https://www.nytimes.com/2021/09/03/world/asia/afghanistan-taliban-airport-evacuation-refugees-asylum.html>

New York Times (NYT), « As the Taliban Tighten Their Grip, Fears of Retribution Grow », 29/08/2021, <https://www.nytimes.com/2021/08/29/world/asia/afghanistan-taliban-revenge.html>

The Financial Times, « How Exile Changed The Taliban », 25/08/2021, [https://www.ft.com/content/2aad0b12-7449-4a79-9706-961098312bcf?accessToken=zWAAAXuc7x9Qkc8qrQsSdEIKedOXBpYQmDERzw.MEQCIBXdlvxnYsQGyBZytrjM1n7r7FXva5uhM1p3l0QQClxAiAfJle6-iJNFO8U7ogO43N0GueEOINLgBZxgoVs\\_ORPMw&sharetype=gift?token=79dee715-8493-4409-87a9-b8046ea48d94](https://www.ft.com/content/2aad0b12-7449-4a79-9706-961098312bcf?accessToken=zWAAAXuc7x9Qkc8qrQsSdEIKedOXBpYQmDERzw.MEQCIBXdlvxnYsQGyBZytrjM1n7r7FXva5uhM1p3l0QQClxAiAfJle6-iJNFO8U7ogO43N0GueEOINLgBZxgoVs_ORPMw&sharetype=gift?token=79dee715-8493-4409-87a9-b8046ea48d94)

Reuters, « 'Don't panic and get back to work', Taliban order former officials », 24/08/2021, <https://www.reuters.com/world/asia-pacific/dont-panic-get-back-work-taliban-order-former-officials-2021-08-24/>

Anadolu, « Taliban notify gov't servants to return to jobs », 21/08/2021, <https://www.aa.com.tr/en/asia-pacific/taliban-notify-govt-servants-to-return-to-jobs/2342480>

Médiapart, « Survivre sous le régime des talibans », 21/08/2021, <https://www.mediapart.fr/journal/international/210821/survivre-sous-le-regime-des-talibans>

Asriran, « در به در، خانه به خانه / طالبان در جستجوی نیروهای امنیتی افغانستان » (Les talibans à la recherche des forces de sécurité afghanes / porte-à-porte), 20/08/2021, <https://www.asriran.com> (در به در، خانه به خانه / طالبان در جستجوی نیروهای امنیتی افغانستان)

Reuters, « Taliban are rounding up Afghans on blacklist - private intel report », 19/08/2021, <https://www.reuters.com/world/asia-pacific/taliban-are-rounding-up-afghans-blacklist-private-intel-report-2021-08-19/>

Al Jazeera, « Transcript of Taliban's first news conference in Kabul », 17/08/2021, <https://www.aljazeera.com/news/2021/8/17/transcript-of-talibans-first-press-conference-in-kabul>

New York Times, « A Week Into Taliban Rule, One City's Glimpse of What the Future May Hold », 17/08/2021, [https://www.nytimes.com/2021/08/15/world/asia/afghanistan-taliban-kunduz.html?utm\\_source=dvr.it&utm\\_medium=twitter](https://www.nytimes.com/2021/08/15/world/asia/afghanistan-taliban-kunduz.html?utm_source=dvr.it&utm_medium=twitter)

Le Monde, « Amnistie générale, droits des femmes... Les talibans cherchent à rassurer, la peur perdue à Kaboul », 17/08/2021, [https://www.lemonde.fr/international/article/2021/08/17/en-afghanistan-les-talibans-annoncent-une-amnistie-generale-pour-les-fonctionnaires\\_6091628\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2021/08/17/en-afghanistan-les-talibans-annoncent-une-amnistie-generale-pour-les-fonctionnaires_6091628_3210.html)

## **Réseau social**

Twitter, Compte : Ibraheem Bahiss, 13/01/2022, [https://twitter.com/Afghan\\_Policy/status/1481589809978429441?s=20](https://twitter.com/Afghan_Policy/status/1481589809978429441?s=20)

Twitter, Compte : Natiq Malikzada, 02/10/2021, <https://twitter.com/natiqmalikzada/status/1444190452995878914>